

LA LIGNE  
NOUVELLE  
DU SUD-OUEST



BILAN 2025

# *Participation des publics à l'insertion de la Ligne Nouvelle du Sud-Ouest*



AVRIL 2025



# Sommaire

La vocation et les objectifs de la participation	—	5
Les actions menées en 2025	—	7
Synthèse des contributions – <b>Mobilités</b>	—	11
Synthèse des contributions – <b>Environnement</b>	—	13
Synthèse des contributions – <b>Agriculture</b>	—	15
Synthèse des contributions – <b>Économie et Emploi</b>	—	17
Synthèse des contributions – <b>Développement local</b>	—	19

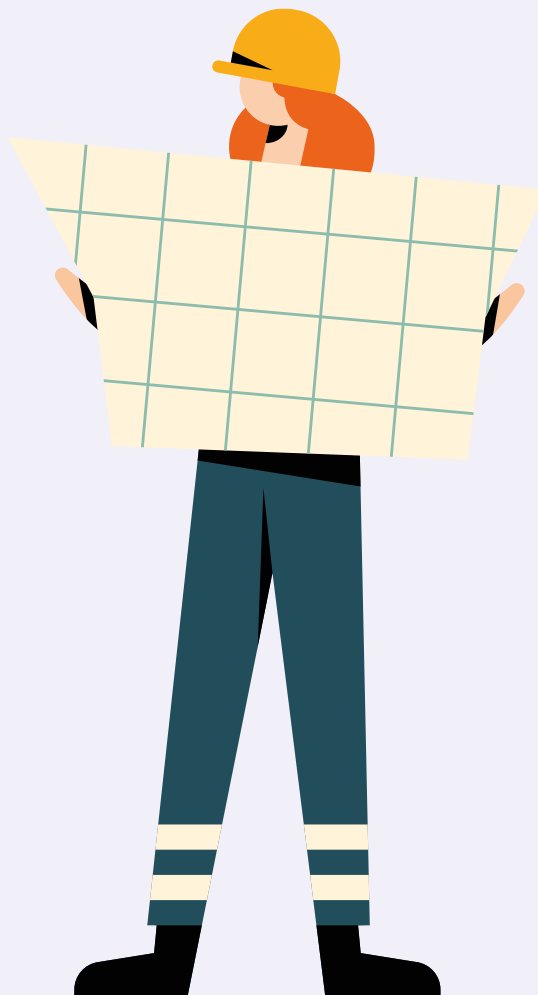
# La vocation et les objectifs de la participation

L'arrivée d'une nouvelle infrastructure apporte de profondes transformations locales.

Pour accompagner ces transformations et contribuer à la meilleure insertion possible de la Ligne Nouvelle du Sud-Ouest dans les territoires et dans son époque, l'État, les collectivités (*rassemblées au sein de la SGPSO*) et la maîtrise d'ouvrage (*SNCF-Réseau et Gares&Connexions*) ont souhaité mettre en œuvre **une démarche volontariste de participation des publics**.

L'enjeu est **d'inciter les acteurs à se mobiliser pour préparer l'arrivée de la ligne**, pour en optimiser les effets positifs qu'elle génère une réelle amélioration dans la vie des territoires et de ses habitants.

Elle s'adresse donc aux **acteurs, publics et privés, qui vont contribuer à cette transformation locale** : les services de l'État, les collectivités locales et les différents partenaires publics d'une part ; le monde associatif, le monde économique et le monde de la jeunesse et de la recherche d'autre part.



La participation des publics poursuit **3 objectifs** :

- 1 Recueillir les visions des acteurs en termes de transformations des territoires** en lien avec la Ligne Nouvelle du Sud-Ouest ;
- 2 Susciter, accompagner l'émergence et la mise en œuvre de projets** et de dynamiques nouvelles par et pour les acteurs des territoires, en termes d'environnement et de développement socio-économique à court, moyen et long termes ;
- 3 Enrichir, affiner et améliorer** les actions prévues par les partenaires financeurs et maîtres d'ouvrage en faveur des transformations attendues.

**En 2025**, la première phase de participation a permis de **poser les bases du dialogue en réfléchissant collectivement aux futurs souhaités** (ou éventuellement à ceux que l'on craint, pour les éviter).

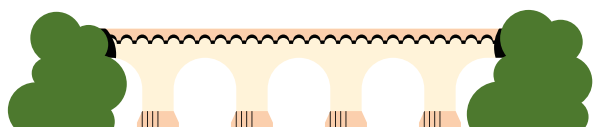
**À partir de 2026**, la participation se poursuivra avec le **déploiement de dispositifs définis** à partir des contributions recueillies en 2025.



# LES CHIFFRES CLÉS DE LA PARTICIPATION 2025

## 1 400

acteurs invités



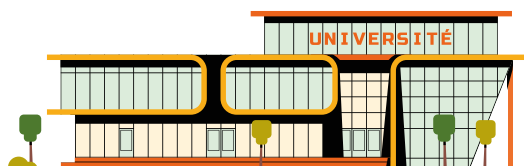
## 290

participants

élus et agents des collectivités,  
acteurs institutionnels, représentants  
associatifs, représentants du monde  
économique, étudiants, jeunes actifs...  
issus de tous les territoires concernés  
par la LNSO

## 4

universités  
partenaires



## 10

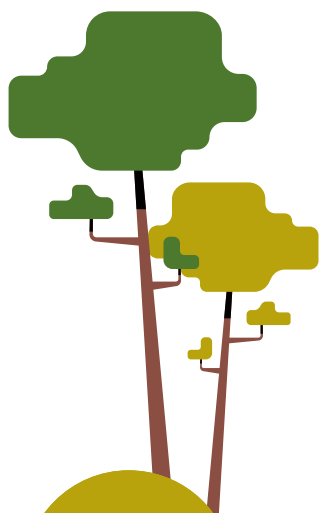
groupes  
d'étudiants



## 539

idées d'actions

à déployer pour l'insertion  
de la LNSO



# Les actions menées en 2025

## DES ENTRETIENS PRÉALABLES – FÉVRIER À MARS 2025

26 entretiens ont été organisés en début d'année 2025 avec les 5 préfectures de département, 10 intercommunalités du tracé, 5 têtes de réseaux économiques régionales, 4 têtes de réseaux associatives régionales, les Conseils Régionaux des Jeunes en Occitanie et Nouvelle-Aquitaine.

Ces entretiens ont permis de leur **présenter la démarche de participation, d'entendre leurs enjeux et de contribuer à la mobilisation** dans les territoires.

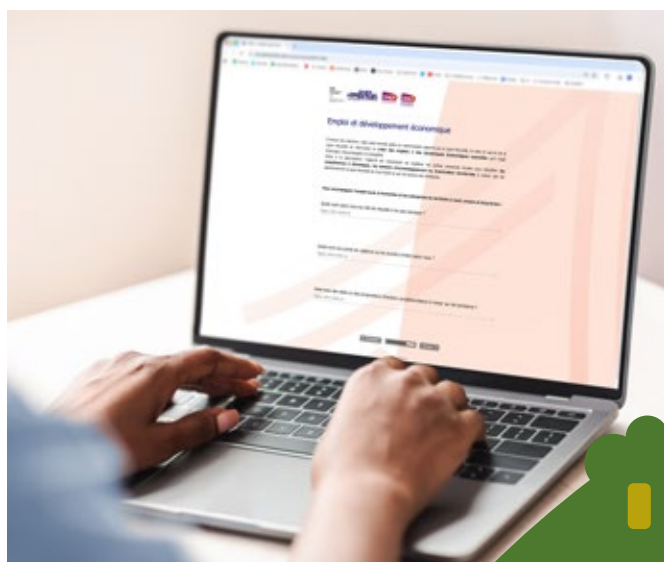
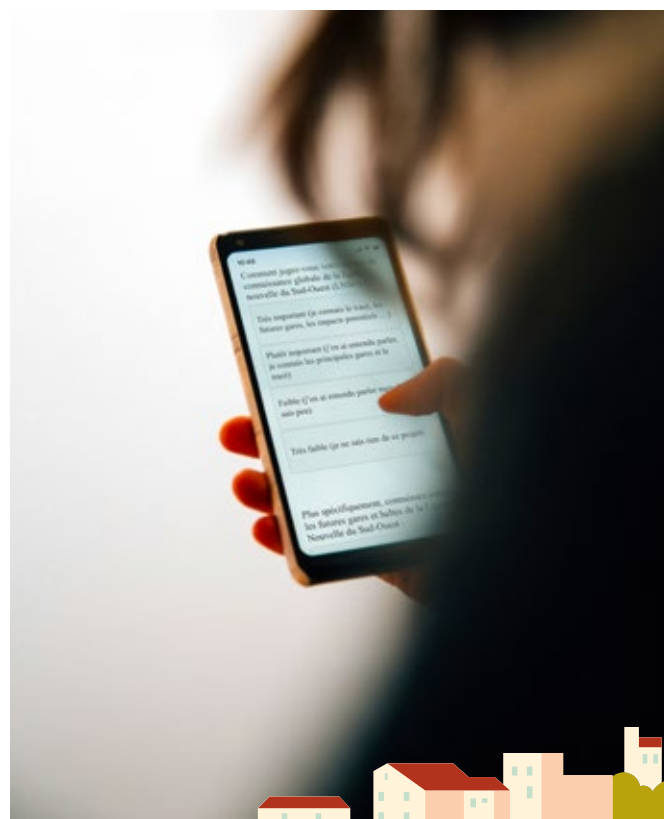


## L'ENQUÊTE EN LIGNE – DU 27 AVRIL AU 17 JUIN 2025

Une enquête en ligne a été lancée et diffusée auprès d'environ 1 400 acteurs des territoires concernés par la LNSO : services de l'État, élus et agents des collectivités, acteurs associatifs, économiques et citoyens.

Elle a permis de **recueillir les clés de réussite, points de vigilance et premières pistes d'actions ou de projets autour des différents thèmes**, à explorer dans les futures démarches participatives.

Cette enquête était également l'occasion de **mesurer le niveau de connaissance et les positionnements sur la Ligne Nouvelle du Sud-Ouest** et de mobiliser pour les ateliers territoriaux.



## LES ATELIERS TERRITORIAUX – JUIN ET NOVEMBRE 2025

6 ateliers territoriaux ont été organisés avec les acteurs publics et privés des territoires: le 17 juin à Agen, le 23 juin à Toulouse, le 3 juillet à Montauban, le 12 novembre à Mont-de-Marsan, le 27 novembre à Dax, et le 28 novembre à Bordeaux.

Les objectifs étaient **d'explorer ensemble le champ des possibles pour anticiper et optimiser les effets de la Ligne Nouvelle sur les territoires** et de nourrir la réflexion sur les sujets à explorer dans les futures actions de participation à partir de 2026.

Après une phase de présentation du projet, les participants étaient invités, en petits groupes de 3 à 5 personnes :

- dans un premier temps, à choisir les futurs souhaités en termes de mobilités, environnement, économie et développement local en se projetant à la mise en service de la Ligne.
- dans un second temps, à proposer des actions à mettre en œuvre pour anticiper cette mise en service et atteindre les futurs souhaités.



- Atelier Bordeaux 28 novembre 2025

## UN ATELIER AVEC LES 2 CONSEILS RÉGIONAUX DES JEUNES – DÉCEMBRE 2025

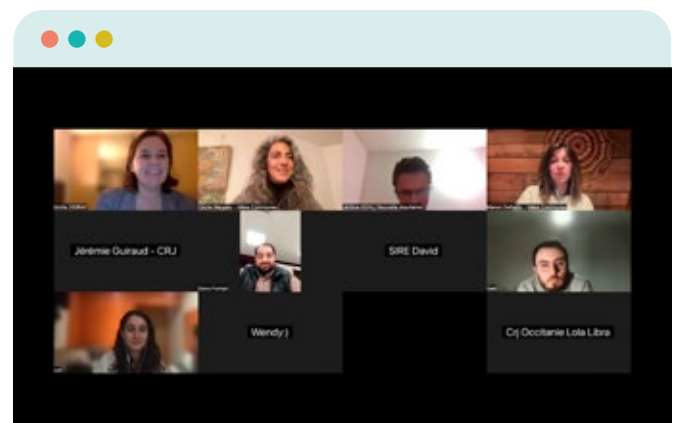
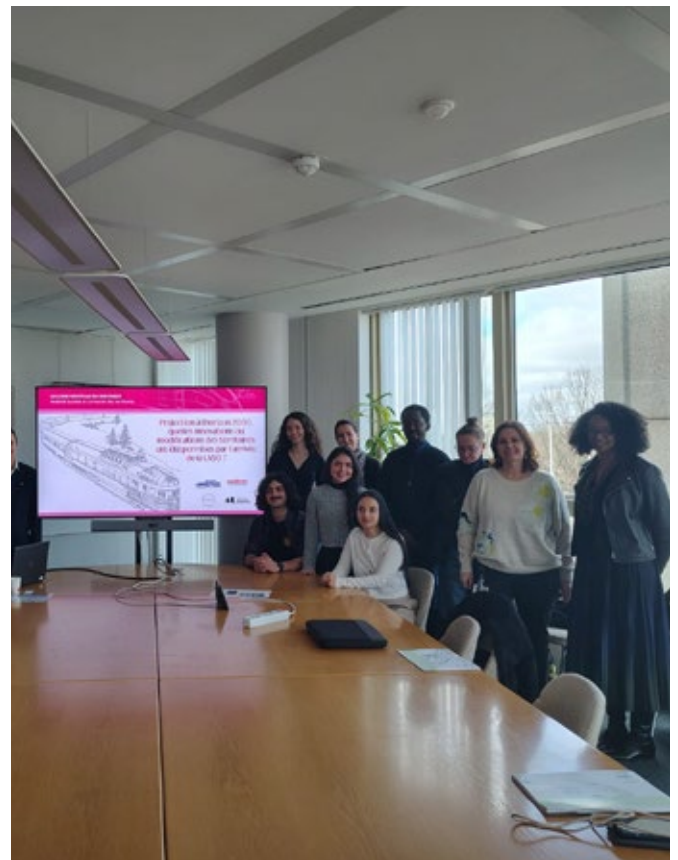
Dans la continuité des ateliers territoriaux, un atelier en visioconférence a été organisé avec les membres des Conseils Régionaux des Jeunes (CRJ) d'Occitanie et Nouvelle-Aquitaine le 16 décembre 2025.

Cet atelier a permis de **compléter les besoins et attentes exprimés par les acteurs locaux avec un focus jeunesse**, en offrant aux membres des CRJ un espace dédié pour échanger sur ces sujets.

## LA DÉMARCHE ÉTUDIANTS – SEPTEMBRE 2025 À FÉVRIER 2026

Pour inclure les jeunes et le monde universitaire dans la réflexion sur les retombées de la LNSO et élargir la communauté d'intérêt du projet, nous avons proposé à une vingtaine de structures de l'enseignement supérieur de mobiliser des groupes d'étudiants pour réaliser une étude de cas prospective. Quatre d'entre elles ont accepté le challenge.

L'objectif de ce travail était de **se projeter en 2050 et d'imaginer, au regard de leur cursus de formation, un futur souhaité** : les innovations, avancées qui auront été favorisées ou permises par l'arrivée de la LNSO en matière de mobilités, d'écologie, d'activité économique et d'emploi, de tourisme... ainsi que les impacts et enseignements que l'on aura pu tirer de la réalisation de ce chantier.

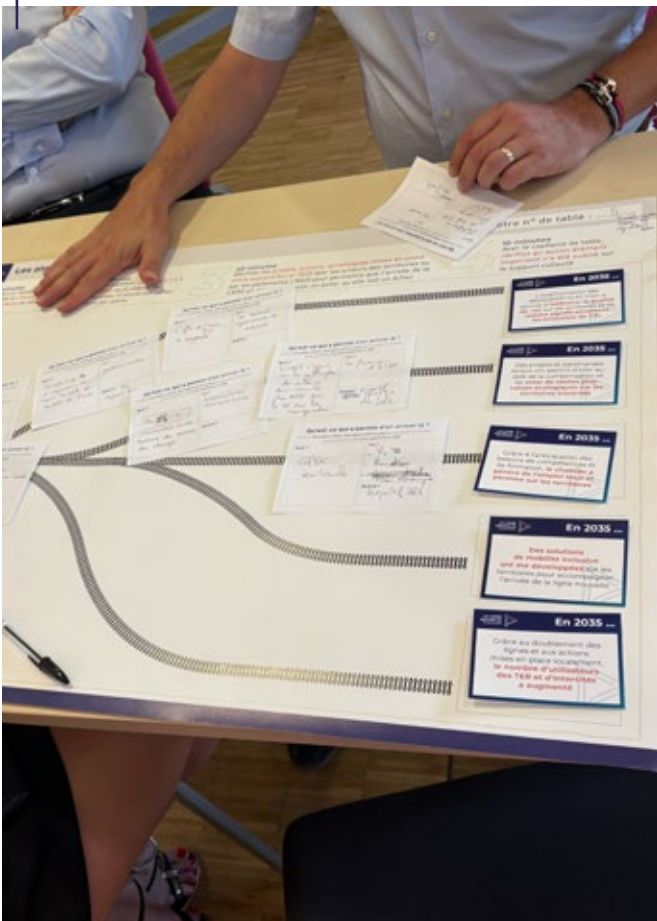






Atelier Toulouse 23 juin 2025

Atelier Mont-de-Marsan  
12 novembre 2025



# Synthèse des contributions

## – Mobilités

### Enjeux structurants issus de la participation

Les acteurs soulignent de manière unanime que la réussite de la LNSO dépendra de sa capacité à **améliorer concrètement les mobilités du quotidien**, à **reconnecter les bassins de vie** et à **offrir des alternatives crédibles à la voiture individuelle**. La Ligne ne pourra répondre à ces objectifs que si elle s'inscrit dans une stratégie globale de mobilité durable, cohérente et accessible à tous.

Il est également important de noter que certains acteurs (*principalement associatifs*) expriment une réserve, voire une opposition de fond au projet, estimant que les investissements devraient prioritairement porter sur l'amélioration des lignes existantes et sur la mobilité du quotidien.

#### CONSTRUIRE UNE INTERMODALITÉ COMPLÈTE ET COHÉRENTE

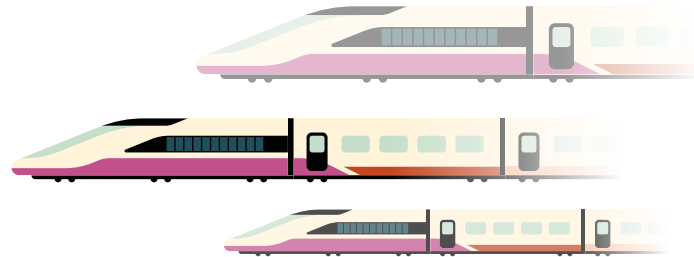
L'intermodalité apparaît comme la condition centrale de réussite : éviter les ruptures de charge, harmoniser les horaires, coordonner TER – bus – navettes – mobilités douces, et faire des gares de véritables nœuds de mobilité. Les participants appellent à une gouvernance partagée et à une information voyageurs unifiée pour garantir une chaîne de déplacement continue.

**La bonne idée :**  
**une carte de transport intégrée !**

#### GARANTIR UNE ACCESSIBILITÉ PHYSIQUE ET TERRITORIALE ÉQUITABLE

L'accessibilité dépasse la seule proximité géographique : elle renvoie à la capacité réelle des habitants à accéder à la gare, quel que soit leur âge, leurs conditions de mobilité ou leur situation socio-économique. Les inquiétudes portent sur le risque de gares excentrées difficiles d'accès sans voiture, le manque de solutions de rabattement fiables, et l'insuffisance des cheminements piétons et cyclables. L'enjeu est aussi de proposer une tarification attractive, notamment pour les habitants des zones rurales, les jeunes et les publics précaires.

**La bonne idée :**  
**des « pass » pour les jeunes et les salariés.**



#### INTÉGRER PLEINEMENT LES MOBILITÉS DOUCES, INCLUSIVES ET DÉCARBONÉES

Les acteurs souhaitent faire des gares des hubs de mobilités actives et inclusives, avec des infrastructures cyclables continues, des parkings vélos sécurisés, des services de location et de réparation, ainsi que des dispositifs de mobilité inclusive. L'objectif est d'encourager le report modal et de limiter la dépendance à la voiture.

**Une nécessité :**  
**prévoir des aménagements adaptés aux personnes en situation de handicap.**

#### REVITALISER LA DESSERTE FINE DES TERRITOIRES ET LES LIGNES SECONDAIRES

De nombreux acteurs redoutent que la LGV capte l'essentiel des investissements au détriment des mobilités du quotidien. Ils expriment un besoin fort de réactivation des lignes secondaires, de modernisation du réseau TER, et de maintien des petites gares. La complémentarité entre la LGV et le réseau existant est considérée comme essentielle pour que le projet bénéficie à l'ensemble des territoires.

#### DÉVELOPPER UNE STRATÉGIE FRET FERROVIAIRE COHÉRENTE ET AMBITIEUSE

Les acteurs économiques identifient un potentiel majeur pour le fret grâce aux sillons libérés par la LNSO (*embranchements ferroviaires, plateformes multimodales, sillons réservés, incitations économiques*). Le fret est perçu comme un levier de compétitivité et de transition écologique, à condition d'être intégré de manière structurée dans le projet.

## Des exemples de recommandations issues de la participation

Dans le cadre de l'enquête et des ateliers territoriaux, les **acteurs des territoires** ont formulé de nombreuses propositions d'actions pour accompagner la transformation locale des mobilités à l'arrivée de la Ligne Nouvelle, par exemple :

- Mettre en place des **services de rabattement** variés, fiables et inclusifs : navettes électriques, bus express, covoiturage, TAD, navettes sociales... y compris pour les communes rurales.
- Aménager des **cheminements piétons et cyclables continus** reliant gares, centres-villes et pôles d'activités.
- Améliorer le **cadencement**, de la **fréquence** et de la **fiabilité des TER**, mais aussi renforcer les **correspondances TER-TGV** et moderniser l'information voyageurs.
- Développer les Services Express Régionaux Métropolitains (**SERM**) en complémentarité avec l'arrivée de la Ligne Grande Vitesse.



Les membres des **conseils régionaux des jeunes** ont plus particulièrement mis l'accent sur l'importance de faciliter l'accès pour tous au train et de développer le fret ferroviaire, avec par exemple les propositions suivantes :

- Mettre en place des « **pass** » pour les **jeunes et les salariés**, y compris pour les plus modestes.
- Prendre en compte les **personnes à mobilité réduite et en situation de handicap** dans la création des aménagements et des solutions de rabattement.
- **Inciter et accompagner les entreprises à privilégier le train** pour le transport de marchandises, en communiquant sur les gains en termes de responsabilité sociale et environnementale.

Les travaux des **groupes d'étudiants** sur ce sujet ont quant à eux souligné l'enjeu d'inciter les usagers à choisir les mobilités durables avec des propositions innovantes, par exemple :

- **Créer un « Mobiscore »**, un indicateur synthétique pour évaluer les déplacements selon des critères environnementaux, sociaux et culturels, et inciter les usagers à choisir des mobilités durables.
- **Proposer une carte de transport intégrée**, un seul titre de transport pour combiner train, bus et métro, avec une tarification « au kilomètre » plutôt qu'au temps (*inspirée des modèles suisse et japonais*).



# Synthèse des contributions

## – Environnement

### Enjeux structurants issus de la participation

Les contributions montrent de nombreuses inquiétudes sur les impacts environnementaux de la ligne, mais aussi des attentes fortes en termes de création de plus-values écologiques qui dépassent la création de l'infrastructure. L'enjeu pour les acteurs est de bien prendre en compte les spécificités de chaque territoire traversé, pour garantir des mesures et des effets positifs et ancrés dans les réalités locales.

#### PRIORISER L'ÉVITEMENT ET LA RÉDUCTION AVANT LA COMPENSATION

La crainte d'une artificialisation massive des sols est récurrente, notamment dans les départements où la pression foncière est forte. Les participants alertent sur l'importance d'éviter et de réduire au maximum cette artificialisation et d'avoir des garanties sur le fait que le tracé a été conçu pour éviter les zones les plus sensibles, ou sur les possibilités de réduire l'empreinte de l'infrastructure en optimisant les ouvrages.

**Une nécessité :**  
**réaliser une cartographie fine des impacts environnementaux.**

#### CRÉER DES PLUS-VALUES ÉCOLOGIQUES

Au-delà de la compensation, les acteurs appellent à des projets ambitieux qui améliorent durablement l'environnement, en termes de biodiversité mais aussi de transition énergétique et climatique, en mettant en cohérence les politiques locales en matière de déplacements décarbonés, d'énergie, et plus globalement de résilience écologique. Pour eux, l'enjeu est de prouver que les bénéfices environnementaux de la ligne permettent de justifier et de dépasser ses impacts.

**La bonne idée :**  
**valoriser les délaissés, en développant des projets agricoles ou des énergies renouvelables.**

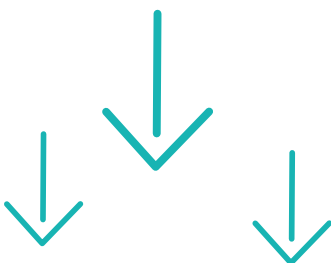
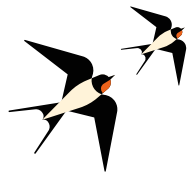
#### INTÉGRER LES EXPERTISES LOCALES ET ÉVITER LES MESURES « STANDARDISÉES »

Les contributions soulignent l'importance de concevoir des mesures de compensation environnementale tenant compte des spécificités locales et des dynamiques écologiques propres à chaque territoire, comme les continuités faunistiques ou les enjeux de gestion de l'eau. Pour cela, les acteurs insistent sur la nécessité de s'appuyer sur les connaissances des acteurs de terrain : associations de protection de l'environnement, chasseurs, agriculteurs, gestionnaires d'espaces naturels, mais aussi élus et citoyens. Cette approche permettra d'adapter les mesures aux réalités écologiques et sociales des territoires, mais aussi de renforcer l'appropriation de ces mesures et in fine l'acceptabilité du projet.

**La bonne idée :**  
**valoriser dans les gares des projets éducatifs et culturels sur la résilience climatique et la biodiversité.**

#### GARANTIR UN SUIVI PARTICIPATIF ET DES INDICATEURS DE PERFORMANCE

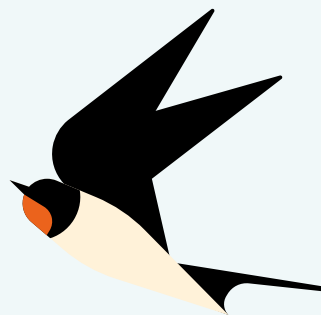
Les acteurs souhaitent que les mesures de compensation environnementale se traduisent par des actions concrètes et expriment des attentes fortes en termes de transparence, d'indépendance et de qualité des études menées. Ils insistent sur l'importance de mettre en place des indicateurs et des mécanismes de suivi à long terme pour évaluer l'efficacité des mesures compensatoires et sur la nécessité d'associer élus, experts et citoyens à ce suivi et à cette évaluation.



## Exemples d'idées d'actions proposées par les participants

À travers l'enquête et les ateliers territoriaux, les **acteurs des territoires** ont en particulier mis en avant l'importance d'aller au-delà des compensations environnementales et de travailler en concertation étroite avec toutes les expertises locales :

- **Cartographier finement les impacts** environnementaux pour définir des actions de compensation adaptées.
- Mettre en œuvre de **trames vertes et bleues autour de la ligne**, au-delà des compensations écologiques, et développer des **projets de renaturation et de restauration** de zones humides et de milieux naturels (*micro-forêts urbaines, zones de production agroécologique...*).
- **Sanctuariser certains espaces** par la création de Parcs Naturels Régionaux, de réserves naturelles...
- **Valoriser les délaissés** et friches pour des projets écologiques ou agricoles, ou encore développement des **énergies renouvelables** le long du tracé (*photovoltaïque, etc.*).
- Déployer la **communication et la pédagogie** autour des enjeux environnementaux du projet : par exemple soutien à des **projets éducatifs et culturels** sur la résilience climatique et la biodiversité à mettre en valeur dans les gares, en ligne ou encore dans les médias locaux.



Les contributions des **conseils régionaux des jeunes** en matière d'environnement se sont centrées sur l'enjeu de réduction des émissions de CO<sub>2</sub> liées aux déplacements, avec par exemple la proposition suivante :

- Déployer des **campagnes de communication innovantes**, moins institutionnelles et adaptées aux canaux de communication d'aujourd'hui **pour inciter les jeunes à utiliser le train** (*formats courts, trends TikTok, influenceurs...*).

Dans le cadre de la **démarche étudiants**, des propositions phares ont émergé pour garantir un moindre impact écologique et la création de plus-values environnementales par le projet :

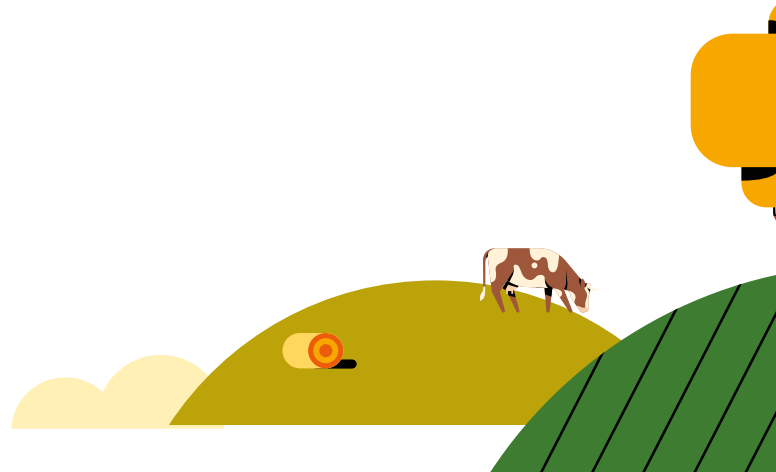
- **Proposer un financement par Green Bonds**, dans une démarche de transparence et de réduction de l'impact écologique du projet.

# Synthèse des contributions

## – Agriculture

### Enjeux structurants issus de la participation

En matière d'agriculture, les contributions portent sur l'enjeu de maîtriser au mieux les impacts de la création de la Ligne Nouvelle sur les exploitations agricoles situées sur le tracé, mais aussi d'optimiser les effets positifs en termes de développement des filières agricoles locales, en les accompagnant en particulier dans leurs stratégies d'adaptation au changement climatique. Pour y parvenir, les acteurs insistent sur l'importance du dialogue avec le monde agricole dans toute sa diversité.



#### PRÉSERVER AU MAXIMUM LE FONCIER AGRICOLE ET LUTTER CONTRE LA FRAGMENTATION

Les contributions révèlent une inquiétude majeure concernant un morcellement des exploitations qui menacerait leur viabilité économique. L'enjeu pour les participants est de minimiser les effets de coupure de l'infrastructure, de maintenir les accès aux parcelles et de préserver les réseaux hydrauliques. Les compensations agricoles, la maîtrise foncière et les opérations de remembrement doivent selon eux se faire en lien étroit avec les acteurs locaux.

**Une nécessité :**  
**préserver des passages**  
**pour le bétail et les machines.**

#### FAIRE DES COMPENSATIONS JUSTES, DURABLES ET ADAPTÉES AUX TERRITOIRES

Les acteurs souhaitent que les compensations agricoles ne se limitent pas à des indemnités financières mais qu'elles soutiennent la pérennité des exploitations en s'intégrant dans une réflexion globale et cohérente. Il s'agit en particulier de garantir une approche qualitative des terres compensatoires en prenant en compte le long terme, mais aussi de proposer une véritable démarche de suivi et un accompagnement des agriculteurs pour accéder aux dispositifs.

#### INTÉGRER LES ENJEUX ÉCOLOGIQUES ET L'ADAPTATION AU CHANGEMENT CLIMATIQUE

Les acteurs insistent sur l'enjeu global de renforcer la résilience des exploitations au changement climatique : les impacts générés par la création de la ligne et surtout les mesures de compensation qui y seront associées sont vues comme une opportunité de favoriser l'émergence et le déploiement de pratiques agricoles mieux adaptées au climat futur.

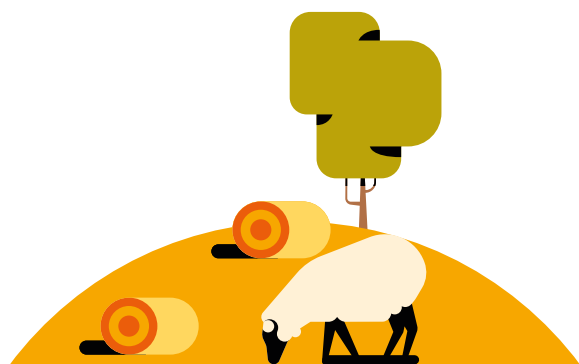
#### PRENDRE EN COMPTE LA DIVERSITÉ DU MONDE AGRICOLE PAR UNE CONCERTATION APPROFONDIE

Les acteurs soulignent que seul un dialogue continu avec le monde agricole permettra des mesures et des actions adaptées aux spécificités locales. Ils insistent sur la nécessité de mener une concertation en amont, avec des réunions individuelles pour co-construire les solutions en tenant compte de la diversité des filières, mais aussi une démarche plus collective associant les différents représentants du monde agricole.

#### INTÉGRER LES COMPENSATIONS AGRICOLES DANS DES STRATÉGIES AGRICOLES PLUS LARGES

Les contributions montrent enfin l'importance d'une approche collective, articulée avec les politiques territoriales et intégrant les différents champs du développement agricole. Ce sujet dépasse de loin le périmètre de la création de l'infrastructure en tant que telle, mais contribue pleinement à l'enjeu de l'insertion de la Ligne dans les territoires et à la réflexion sur l'optimisation de ses effets locaux.

**La bonne idée :**  
**valoriser les produits locaux**  
**et les circuits courts dans les gares.**





## Exemples d'idées d'actions proposées par les participants

De nombreuses propositions ont été faites par les **acteurs des territoires** ayant participé à l'enquête et/ou aux ateliers territoriaux pour limiter les impacts du projet sur l'agriculture mais aussi en faire une opportunité pour soutenir la filière agricole :

- Garantir **la facilité d'accès aux terres** agricoles et créer des **passages à niveaux** ou des ponts pour le déplacement du bétail ou des machines.
- Intégrer dans les études d'impact agricoles des cartographies et une **analyse qualitative** (*qualité des terres, types d'exploitations, ...*).
- Mettre en place un **fonds de transition agroécologique** pour soutenir l'installation, la reconversion et la modernisation.
- Faire du projet une opportunité de soutenir les agriculteurs locaux : développement des **circuits courts**, distribution de **produits locaux** en gare en association avec les agriculteurs, développement du **fret agricole** grâce au doublement des lignes, ...
- Créer des **zones tampons ou interfaces positives** entre agriculture et infrastructure (*bocages, haies, ...*).



# Synthèse des contributions

## – Économie et Emploi

### Enjeux structurants issus de la participation

Un des enjeux majeurs relevé par les acteurs est de renforcer les retombées du chantier en termes d'emplois pour les populations locales et d'activités pour les entreprises des territoires. Cela suppose selon eux un travail fin de connaissance et d'anticipation des besoins et la mise en place d'actions coordonnées pour accompagner la création d'emplois locaux pendant, mais aussi après le chantier.

#### ANTICIPER LES BESOINS DU CHANTIER ET DES ACTIVITÉS INDUITES

Les acteurs soulignent l'importance d'identifier précisément les besoins du chantier et de les mettre en regard de l'existant sur les territoires en termes d'emploi, de compétences, de formation, de structures d'insertion... Il s'agit selon eux du prérequis indispensable pour déployer une gestion prévisionnelle des emplois et des compétences territoriales, mais aussi pour que l'ensemble des acteurs publics et privés des territoires dans les champs de la formation, de l'emploi et de l'activité économique (*dont l'Economie Sociale et Solidaire*) puissent s'organiser pour répondre aux opportunités du chantier.

#### ACCOMPAGNER LES POPULATIONS LOCALES POUR ACCÉDER AUX EMPLOIS GÉNÉRÉS PAR LE CHANTIER

Les contributions portent sur l'importance de disposer d'informations fiables et de garanties sur les emplois devant être créés par le chantier sur les différents territoires, y compris dans les zones rurales. Il s'agira en particulier de communiquer sur les différents métiers du chantier auprès de tous les publics, et en particulier auprès des jeunes et des personnes éloignées de l'emploi. L'offre de formation et d'insertion doit également être adaptée au chantier, en prenant en compte ses spécificités et les différentes temporalités.

**La bonne idée :**  
**des campagnes d'informations à 360°**  
**pour valoriser les besoins du chantier.**

#### ASSURER DES RETOMBÉES POUR LES ENTREPRISES DU TERRITOIRE ET ANTICIPER L'APRÈS CHANTIER

Les participants insistent sur la nécessité d'assurer des retombées économiques concrètes et équitables pour l'ensemble des territoires. Cela passe par un meilleur accès des PME et TPE locales aux marchés, en privilégiant la sous-traitance et les matériaux de proximité. Il s'agit également d'anticiper les besoins des bases vie des chantiers — hébergement, restauration, services aux salariés — ainsi que les débouchés post-chantier, afin de préparer la reconversion des entreprises et des compétences mobilisées.

**Le pas en avant :**  
**intégrer des exigences d'insertion**  
**et de sous-traitance locale dans les cahiers**  
**des charges des appels d'offre.**



## Exemples d'idées d'actions proposées par les participants

L'enquête et les ateliers territoriaux ont permis aux **acteurs des territoires** de formuler plusieurs propositions pour maximiser les retombées positives de la LNSO en termes d'économie et d'emploi pour les territoires :

- Mettre en œuvre des **campagnes d'information sur les besoins du chantier** : réunions départementales, diffusion de newsletters, forums de l'emploi, informations dans les lycées, centres de formations, gares... et/ou des **guichets uniques** d'accès aux emplois et aux formations.
- Intégrer dans les cahiers des charges des exigences d'**insertion**, de **sous-traitance locale**, d'utilisation de **matériaux locaux (dans un rayon de 200 km)** et de **bilan carbone**.
- Animer des **démarches économiques territoriales par secteurs** en lien avec les besoins directs du chantier (*logistique, bâtiment, intérim...*) et avec les besoins indirects (*par exemple : signature de conventions avec les restaurateurs et hôteliers*).
- Mettre en place une **cellule de mise en relation** entre les besoins et les savoir-faire disponibles localement, animée par les CCI.



Les travaux menés dans le cadre de la **démarche étudiants** ont en particulier fait émerger les propositions suivantes :

- **Piloter l'impact emploi au-delà du chantier**, en définissant des objectifs clairs avant l'attribution des marchés et en suivant les effets pendant et après la phase chantier.
- Réfléchir à la **création d'ateliers de maintenance « neutres » sur les territoires**, pour stimuler l'emploi local et permettre un accès multi-opérateurs (*comme en Grande Bretagne ou en Italie*).



# Synthèse des contributions

## – Développement local

### Enjeux structurants issus de la participation

Pour que la LNSO contribue au développement et au rayonnement économique des métropoles, villes moyennes et territoires ruraux, les acteurs soulignent l'importance de structurer des écosystèmes économiques autour des gares en anticipant les besoins d'aménagement, mais aussi d'assurer un ancrage territorial fort s'appuyant sur une économie de proximité et d'avenir dans tous les territoires traversés. L'atteinte de ces objectifs passe par une mobilisation large des entreprises et de l'ensemble des acteurs socio-économiques, par un travail proactif de communication et une transparence relative aux opportunités à saisir et susciter.

#### ANCER LA NOUVELLE LIGNE DANS LE TISSU TERRITORIAL EXISTANT

De nombreux acteurs insistent sur l'enjeu de planification en intégrant l'arrivée de la LNSO dans les stratégies de développement territorial des collectivités (*documents de planification, programmation des équipements et de l'habitat, aménagement des centre-bourgs, etc.*). Il ne s'agit pas uniquement de construire une ligne de transport, mais de favoriser une transformation territoriale harmonieuse. Cela passe par des aménagements réfléchis, notamment aux abords de la ligne et des gares, et par le déploiement d'une stratégie et une veille foncière maîtrisée adaptée aux espaces urbains, agricoles et naturels.

**La bonne idée :**  
**des appels à projets pour développer l'offre culturelle dans les quartiers de gares.**

#### ADAPTER L'OFFRE DE SERVICES, D'ÉQUIPEMENTS ET DE LOGEMENTS AUTOUR DES GARES

Les contributions invitent également à anticiper les besoins d'adaptation de l'offre de services, de logements notamment à loyer maîtrisés et d'équipements pour la phase chantier et la mise en service. Ils insistent en particulier sur l'importance de développer la collaboration territoriale et de créer des synergies entre territoires, filières économiques dynamiques sociales et enseignement supérieur.

**Le pas en avant :**  
**sensibiliser les décideurs locaux aux impacts potentiels sur les loyers.**

#### RENFORCER L'ATTRACTIVITÉ CULTURELLE ET TOURISTIQUE DES TERRITOIRES

L'enjeu pour les acteurs est de faire de la LGV un levier pour renforcer l'attractivité culturelle et touristique des territoires et valoriser leur patrimoine et leurs « pépites » locales en veillant à ce que les retombées ne se limitent pas uniquement aux grandes villes au détriment des zones rurales.

**Le territoire dit merci :**  
**créer des circuits touristiques depuis les gares en intégrant le petit patrimoine.**

#### FAVORISER L'APPROPRIATION LOCALE

Enfin les contributions rappellent que l'appropriation locale est la condition de réussite du projet. Cela passe par une communication claire et l'implication des habitants et des relais locaux dans la définition des actions. Plus largement il est indispensable selon les acteurs de favoriser la transparence, d'assurer un suivi des retombées et impacts dans la durée, de poursuivre le dialogue et de veiller à répondre aux inquiétudes et critiques exprimées.

**La bonne idée :**  
**la création de « maisons LNSO » itinérantes, point d'information et de dialogue autour de la Ligne.**



## Exemples d'idées d'actions proposées par les participants

Les contributions des **acteurs des territoires** ont permis de dégager différentes propositions d'actions permettant selon eux d'accompagner positivement les effets de l'arrivée de la Ligne en termes de développement local :

- Mettre en place des **outils de veille et de maîtrise foncière et immobilière** (par exemple : observatoire du foncier, dispositifs de captation des plus-values foncières, Bail Réel Solidaire...).
- **Aménager des zones d'activité économiques** (activités, bureaux, coworking, services...) et/ou **réhabiliter des zones en déprise** à proximité des gares nouvelles et en lien avec les futurs pôles multimodaux.
- Soutenir les initiatives de **tourisme local** autour et à partir des gares : création de **circuits touristiques** associés au passage de la LNSO, développement de voyages thématiques culturels et patrimoniaux, intégration du **petit patrimoine** (fermes anciennes, pigeonniers) dans les aménagements...
- Accompagner le **développement de l'offre culturelle : appels à projets** pour mettre en place des activités sociales et culturelles autour des gares, installation de salles polyvalentes, lieux de création et d'expositions, festivals...
- Créer des espaces d'information, de dialogue et d'appropriation locale de la LNSO, par exemple : **guichet unique d'information** dans chaque bassin de vie concerné, « **maisons LNSO** » dans chaque gare ou conçues de manière itinérante...



Lors de l'atelier dédié, les membres des **Conseils régionaux des jeunes** ont mis l'accent sur l'importance de réduire les risques d'augmentation des loyers pour les habitants des territoires :

- **Sensibiliser** les élus locaux et les populations **aux impacts potentiels de l'arrivée de la ligne sur les loyers**, en particulier sur les zones littorales et les zones rurales.
- **Mettre en place des outils pour maîtriser ces effets** (dispositifs d'encadrement des loyers, y compris pour les locations saisonnières, promotion du Bail Réel Solidaire, ...).

Les **étudiants** ont quant à eux fait plusieurs propositions concrètes pour optimiser et suivre les retombées de la LNSO en termes de développement local pour les territoires du Sud-Ouest :

- **Référencer la LNSO sur Interrail** pour toucher une clientèle européenne jeune et mobile et renforcer la visibilité internationale et l'attractivité touristique du Sud-Ouest.
- **Créer une « marque projet »** attractive autour d'un label LNSO, pour permettre au grand public de s'y retrouver plus facilement face à la multiplicité des acteurs.
- **Créer des cartographies prospectives** permettant de visualiser, commune par commune, les transformations possibles (quartiers de gare, zones d'activité, espaces naturels).



